



« La Suisse aurait tout à perdre
en acceptant l'initiative UDC »

Corine Fiechter

Conjoncture et croissance

Qui veut perdre 685 milliards de PIB?

03.10.2025

D'un coup d'oeil

- BAK Economics a simulé l'évolution du PIB en Suisse entre 2028 et 2045 avec et sans accords bilatéraux
- Dans le scénario où les accords bilatéraux I seraient abandonnés, le PIB en 2045 serait inférieur de 7,1% au scénario avec les accords
- Sans les accords bilatéraux, la perte de performance économique cumulée de la Suisse atteindrait 685 milliards de francs entre 2028 et 2045

Rarement autant de parlementaires seront montés à la tribune du Conseil national que la semaine dernière pour s'exprimer sur l'initiative UDC qui veut plafonner la population. Du côté des partisans, on a beaucoup entendu l'argument selon lequel la Suisse se serait appauvrie en raison de l'immigration. Sachant que les réfugiés reconnus, les requérants d'asile provisoirement admis et les status S ne représentent que 2% de la population résidente, on peut supposer que les initiants ciblent avant tout les travailleurs européens, bien plus nombreux. La libre circulation, et par là même, les accords bilatéraux, sont dans le viseur. Pourtant, les chiffres montrent que la prospérité a beaucoup augmenté depuis l'entrée en vigueur des accords bilatéraux I. Le PIB réel par habitant corrigé de l'inflation a progressé de 25% entre 1999 et 2022. Ceci alors qu'une personne active en Suisse travaille aujourd'hui en moyenne 137 heures de moins par année qu'il y a 20 ans, et que le salaire réel moyen a augmenté chaque année de 0,5% en moyenne entre 2002 et 2022. La Suisse a donc fortement gagné en prospérité depuis l'introduction des accords bilatéraux I. Dès lors, on peut se demander ce qu'il se passerait si la Suisse perdait ces accords sur mesure avec ses voisins. C'est ce qu'a voulu savoir BAK Economics dans le cadre d'une étude mandatée par economieuisse. Les résultats arrivent à la même conclusion que ce que plusieurs autres études avaient déjà démontré: l'abandon des accords bilatéraux aurait des conséquences économiques importantes. En 2045, le PIB de la Suisse serait inférieur de 7,1% à ce qu'il serait avec les accords – ce qui correspond à une perte de performance économique cumulée de 685 milliards de francs à partir de 2028.

Les accords avec l'UE sont non seulement importants pour l'évolution économique globale, mais également pour la prospérité de la population. L'analyse de BAK montre également qu'en cas de perte des accords bilatéraux, le niveau du PIB réel par habitant en 2045 serait inférieur de 4,7% par rapport au scénario avec les accords bilatéraux I. Cela représente une perte de 5200 francs suisses par habitant en 2045, ou en cumulé, une perte de 45 700 francs de PIB par habitant d'ici à 2045. Les calculs tiennent compte du fait que l'immigration nette serait plus faible et donc la croissance démographique également.

Selon les modèles de calcul de BAK, l'abandon de l'accord sur la libre circulation des personnes entraînerait à lui seul près de la moitié de la perte de PIB. La perte des accords sur les obstacles techniques au commerce, sur le transport aérien, ainsi que la fin de la coopération en matière de

recherche auraient également des conséquences significatives. Mais l'étude BAK souligne aussi que la valeur du paquet d'accords dépasse largement la somme des différents accords pris individuellement, avec des effets systémiques considérables pour l'attractivité de la place économique suisse.

Même s'il s'agit de simulations et non de prévisions, une chose est sûre: la Suisse aurait tout à perdre en acceptant l'initiative UDC, qui demande de résilier la libre circulation avec l'UE si le plafond fixé est atteint – ce qui remettrait en question toute la voie bilatérale.

Cet article est paru le 1^{er} octobre 2025 dans l'Agefi.



Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation